

Décision 23-D-01 du 15 février 2023

relative à la demande de révision des injonctions prononcées à l'encontre de la société Interflora par la décision du ministre de l'économie n° 86-4/DC du 6 février 1986 et la décision du Conseil de la concurrence n° 00-D-75 du 6 février 2001

Posted on: 15 février 2023 | Secteur(s) :

DISTRIBUTION

GRANDE CONSOMMATION

Présentation de la décision

Résumé

Aux termes de la présente décision, l'Autorité de la concurrence (ci-après « l'Autorité ») a examiné la demande de la société Interflora France, tendant à obtenir la levée des injonctions prononcées à son encontre par le ministre de l'économie dans sa décision n° 86-4/DC du 6 février 1986 et par le Conseil de la concurrence dans sa décision n° 00-D-75 du 6 février 2001.

Après analyse de cette demande, l'Autorité s'est déclarée incompétente, aucun texte ni aucun principe ne lui permettant de réviser une sanction – dont font partie les injonctions – qu'elle a prononcée sur le fondement de l'article L. 464-2 du code de commerce.

La saisine est donc déclarée irrecevable sur le fondement du premier alinéa de l'article L. 462-8 du code de commerce.

Informations sur la décision

Origine de la saisine

Interflora France

Dispositif(s)

Irrecevabilité

Entreprise(s) concernée(s)

Interflora France

Lire

Le texte intégral

290.76 Ko